

REPUBLIQUE DU BENIN

Fraternité-Justice-Travail

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

DECRET N°2013-343 DU 30 AOUT 2013

portant transmission à l'Assemblée Nationale pour autorisation de ratification, de l'accord de prêt signé à Cotonou le 23 août 2013 entre la République du Bénin et EXIMBANK de Chine dans le cadre du financement partiel du lot 3 du projet de réhabilitation de la route Akassato-Bohicon.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

CHEF DE L'ETAT,

CHEF DU GOUVERNEMENT?

- Vu la loi n° 90-32 du 11 décembre 1990 portant Constitution de la République du Bénin ;
- Vu la proclamation, le 29 mars 2011, par la Cour Constitutionnelle des résultats définitifs des élections présidentielles du 13 mars 2011 ;
- Vu le décret n°2013-319 du 11 août 2013 portant composition du Gouvernement ;
- Vu le décret n°2012-428 du 06 novembre 2012 portant attribution, organisation et fonctionnement du Ministère de l'Economie et des Finances ;
- Vu l'accord de prêt signé le 23 août 2013 entre la République du Bénin et EXIMBANK de Chine dans le cadre du financement partiel du lot 3 du projet de réhabilitation de la route Akassato-Bohicon ;

Sur proposition du Ministre de l'Economie des Finances ;

Le Conseil des Ministres entendu en sa séance du 27 août 2013.

DECRETE :

L'accord de prêt signé avec EXIMBANK de Chine sera présenté à l'Assemblée Nationale pour autorisation de ratification par le Ministre de l'Economie et des Finances, le Ministre des Travaux Publics et des Transports et le Ministre Chargé des Relations avec les Institutions qui sont individuellement ou conjointement chargés d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

EXPOSE DES MOTIFS

Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale,
Mesdames et Messieurs les Députés,

I. HISTORIQUE DU PROJET

Maillon important de l'arsenal routier national de part sa position géographique, la route Akassato-Bohicon reste la voie de prédilection pour les transporteurs desservant le Centre et le Nord du Bénin et les pays de l'hinterland.

L'état actuel de ce tronçon de route ne garantit pas une praticabilité quelque soit la période de l'année. En effet, reconstruit en 1994, il est caractérisé par une plate forme de 10 mètres dont 7 mètres de chaussée en dégradation continue. Son entretien courant en point-à-temps bitume est devenu inefficace et mobilise un budget sans cesse croissant.

Face à cette situation, le gouvernement a sollicité et obtenu du gouvernement de la République Populaire de Chine le financement du projet de réhabilitation de la route Akassato-Bohicon.

Un premier financement sous forme de don d'un montant de **92,6 millions de Yuans RMB** équivalant à **7,6 milliards de FCFA** environ, qui a permis le réaménagement et la reconstruction des quatre (04) premiers kilomètres du tronçon qui relie les localités d'Abomey-Calavi et d'Akassato.

Un deuxième financement sous forme de don et de prêt sans intérêt d'un montant de **503,1 millions de Yuans RMB** soit **40,8 milliards de FCFA** environ pour le financement des lots 1 et 2.

Un troisième financement sous forme de prêt à taux préférentiel d'un montant de **800 millions de Yuans RMB** équivalant à **64,8 milliards de FCFA** environ en vue du financement du lot 3, objet de la présente demande d'autorisation de ratification.

Compte tenu de la nature des financements, l'allotissement retenu par les deux parties se présente comme suit :

- ✓ Lot 1 : PK 14+200 au PK 26+500 ; tronçon Akassato-Glo Gblégbodji ;
- ✓ Lot 2 : PK 26+500 au PK 45+760 ; tronçon Glo Gblégbodji-Allada ; et
- ✓ Lot 3 : PK 45+760 au PK117+865 ; tronçon Allada-Bohicon.

Le projet de réhabilitation de la route Akassato-Bohicon s'inscrit dans le cadre d'un vaste programme qui vise, entre autres objectifs, la remise en état des infrastructures essentielles de transport à travers des projets de réhabilitation et d'aménagement du réseau routier existant, le renforcement des axes prioritaires retenus dans le programme d'intégration de la CEDEAO et la poursuite des aménagements déjà mis en place afin d'assurer la continuité harmonieuse des linéaires.

Les aménagements retenus au titre de ce projet concernent la réhabilitation de la route sur un linéaire de 103,8 kilomètres avec un profil en travers de 1x2 voies qui passera à un profil en travers de 2x2 voies dans certaines agglomérations. Environ 15,5 kilomètres de 2x2 voies au total seront aménagés le long du trajet. *ch*

II. PRESENTATION DU PROJET

A. OBJECTIFS DU PROJET

Le projet de réhabilitation de la route Akassato-Bohicon a pour objectifs de i) améliorer le niveau de service de la route ; ii) contribuer à la facilitation du transport et du transit ; iii) améliorer la sécurité routière et le confort des usagers ; iv) réduire le coût d'exploitation des véhicules ; v) réduire le temps de parcours ; vi) optimiser les échanges commerciaux ; vii) contribuer au renforcement et à la modernisation du réseau routier ; viii) améliorer la compétitivité du corridor béninois au niveau sous régional ; ix) améliorer les conditions de vie des populations ; et x) contribuer au renforcement de l'intégration régionale.

B. COMPOSANTES DU PROJET

Composante n°1 : Etudes

Cette composante est relative aux études techniques détaillées déjà réalisées par l'Institut d'Etudes et de Planification Routière de la Compagnie de Communication et de Construction de Chine mandatée par le Gouvernement chinois pour l'ensemble des trois (03) lots.

Composante n°2 : Travaux

Ces travaux comprennent : i) les installations de chantier y compris l'amenée et le repli du matériel et le déplacement de réseaux ; ii) le dégagement des emprises et la préparation de terrain, iii) les terrassements ; iv) la chaussée ; v) le revêtement ; vi) les ouvrages d'assainissement et de protection de la chaussée ; vii) les ouvrages d'art ; viii) les aménagements connexes ; et ix) la signalisation et les travaux divers.

Composante n°3 : Mesures environnementales et sociales

Il s'agit d'actions d'ordre social et environnemental visant à atténuer les impacts négatifs potentiels du projet et à renforcer ses effets positifs. Cette composante comporte un Plan de Gestion Environnemental et Social (PGES).

Composante n°4 : Contrôle et surveillance des travaux

Les prestations de contrôle et surveillance des travaux comprendront : a) le suivi technique administratif et financier de l'exécution des travaux de la route et des ouvrages d'art ; b) la vérification du dossier d'exécution des travaux ; c) le contrôle de la qualité des matériaux et des quantités mises en œuvre ; d) l'élaboration des rapports mensuels et d'exécution des travaux.

Cette composante dont la procédure de sélection d'un Consultant est en cours, sera financée par l'Union Européenne.

Composante n°5 : Appui institutionnel

La supervision générale des travaux est assurée par la Direction des Travaux Neufs (DTN) de la Direction Générale des Travaux Publics (DGTP) qui à ce titre bénéficiera d'un appui financier, matériel (logistique), en ressources humaines ainsi que du matériel informatique.

L'appui institutionnel consistera à appuyer la Direction des Travaux Neufs (DTN) par l'acquisition de matériels roulants, de matériels informatiques et par la formation du personnel clé du projet et sera financé sur le Budget National.

Composante n° 6 : Audit technique et financier

Les prestations consisteront en la réalisation d'une mission technique et financière par un Consultant qui vérifiera les procédures de passation des marchés, l'exécution des travaux conformément aux normes préétablies par le cahier des prescriptions techniques, les décomptes, les pièces comptables et l'exécution de la mission de contrôle et de surveillance. Cette mission ponctuelle, d'une durée de quarante cinq (45) jours, sera réalisée après réception provisoire des travaux.

Cette composante sera financée par l'Union Européenne qui a déjà pris en charge les prestations de contrôle et de surveillance des travaux.

III. COÛT ET SOURCES DE FINANCEMENT

Le coût global des études, des travaux et de la libération de l'emprise du projet de réhabilitation de la route Akassato-Bohicon est estimé à plus de **107 milliards de FCFA** dont plus de **1,5 milliard de FCFA** à la charge du budget national.

La contribution d'EXIMBANK de Chine au financement de ce projet est évalué à 1,4 milliard de Yuans RMB environ équivalant à 105,5 milliards de FCFA environ dont 503,1 millions de Yuans RMB soit 40,8 milliards de FCFA environ pour le financement des études du projet et des travaux des lots 1 et 2.

Le prêt d'EXIMBANK de Chine relatif au lot 3, objet de la présente demande d'autorisation de ratification est assorti des conditions ci-après :

- **Montant : 800 millions de Yuans RMB** équivalant à **64,8 milliards de FCFA** environ ;
- **Durée : 20 ans** dont 7 ans de différé ;
- **Taux d'intérêt : 1% par an** sur le montant du prêt décaissé et non remboursé ;
- **Commission flat : 2 millions de Yuans RMB** soit **161,8 millions de FCFA** environ à payer dans les 30 jours suivant l'entrée en vigueur de l'accord de prêt ;
- **Commission d'engagement : 0,25% par an ;**
- **Commission de service : 0,25% par an ;**
- **Périodicité de remboursement : Semestrialité.**

Ces caractéristiques permettent de dégager un **élément don de 39,42%** témoignant du caractère concessionnel du prêt.

Le contrôle et surveillance des travaux seront financés par l'Union Européenne.

IV. INTERET POUR LE BENIN

La réalisation du projet de réhabilitation de la route Akassato-Bohicon permettra à ce tronçon de route de jouer pleinement son rôle de désenclavement du Centre et du Nord du Bénin ainsi que des pays de l'hinterland et favorisera, entre autres :

- ✓ la sécurité routière et le confort des usagers ;
- ✓ la réduction du coût d'exploitation des véhicules et du temps de parcours ;
- ✓ l'optimisation des échanges commerciaux ;
- ✓ la contribution au renforcement et à la modernisation du réseau routier ;
- ✓ l'amélioration de compétitivité du corridor béninois au niveau sous régional ;
- ✓ l'amélioration des conditions de vie des populations ; et
- ✓ la contribution au renforcement de l'intégration régionale.

Par ailleurs, l'aménagement de cette route contribuera à réduire sensiblement le poids du trafic sur d'autres axes routiers notamment le tronçon Akpro Misséré-

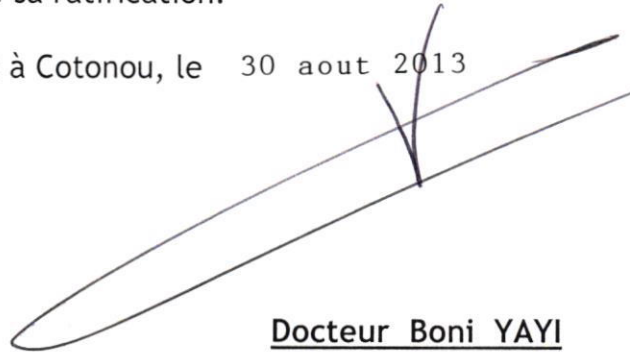
Adjohoun-Bonou-Ouinhi-Kpédékpo qui présente déjà des dégradations en raison du trafic important qu'il supporte actuellement.

L'entrée en vigueur de l'accord de prêt est subordonnée à l'accomplissement des formalités d'autorisation de sa ratification par l'Assemblée Nationale, de ratification par le Chef de l'Etat, de publication au Journal Officiel et d'émission de l'Avis juridique de la Cour Suprême.

Eu égard à ce qui précède et afin d'accélérer les formalités d'entrée en vigueur de l'accord de prêt, nous avons l'honneur, **Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale, Mesdames et Messieurs les Députés**, de le soumettre à votre appréciation en vue d'obtenir l'autorisation de sa ratification.

Fait à Cotonou, le 30 août 2013

Le Président de la République,
Chef de l'Etat, Chef du Gouvernement,



Docteur Boni YAYI

Le Ministre de l'Economie
et des Finances,



Jonas GBIAN

Le Ministre des Travaux Publics
et des Transports,



Natondé AKE

Le Ministre Chargé des Relations avec les Institutions,



Bio Toro OROU GUIWA

Ampliation : PR 4 AN 100 CC 2 CC 2 CS 2 CES 2 HAAC 2 HCJ 2 MDAEP 2 MTPT 4 MEF 4
MCRI 4 SGG 4 JO 1;

REPUBLIQUE DU BENIN

Fraternité-Justice-Travail

ASSEMBLEE NATIONALE

LOI n° / 2013

Portant autorisation de ratification, de l'accord de prêt signé à Cotonou le 23 août 2013 entre la République du Bénin et EXIMBANK de Chine dans le cadre du financement partiel du lot 3 du projet de réhabilitation de la route Akassato-Bohicon.

L'Assemblée Nationale a délibéré et adopté, en sa séance du

La loi dont la teneur suit :

Article 1^{er} :

Est autorisée, la ratification par le Président de la République, de l'accord de prêt d'un montant de 800 millions de Yuans RMB équivalant à 64,8 milliards de FCFA environ, signé le 23 août 2013 entre la République du Bénin et EXIMBANK de Chine dans le cadre du financement partiel du lot 3 du projet de réhabilitation de la route Akassato-Bohicon.

Article 2 :

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Porto-Novo, le

Le Président de l'Assemblée Nationale,

Professeur Coffi Mathurin NAGO

CHINA EXIMBANK GCL 2013 NO. (37) TOTAL NO. (482) NO. (482)
NO. (1420303052013111728)

ACCORD DE PRÊT CONCESSIONNEL DU GOUVERNEMENT

Sur le projet de réhabilitation de la route Akassato-Bohicon Lot III

ENTRE

Le Gouvernement de la République du Bénin
Représenté par le Ministère de l'Economie et des Finances

Ci-dessus désigné

L'Emprunteur

ET

LA BANQUE EXPORT-IMPORT DE CHINE

Ci-dessus désigné

Le Prêteur

Signé le 23 août 2013

Contenu

ARTICLE 1 : DEFINITIONS.....	2
L'ARTICLE 2 : LES CONDITIONS D'UTILISATION DE L'INSTALLATION	4
ARTICLE 3 : MISE A DISPOSITION DES RESSOURCES.....	6
ARTICLE 4 : REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL ET PAIEMENT DES INTERETS.....	7
ARTICLE 5 : REPRÉSENTATIONS ET GARANTIES DE L'EMPRUNTEUR.....	10
ARTICLE 6 : CONVENTIONS SPECIALES.....	11
ARTICLE 7 : CAS DE DEFAILLANCE.....	14
ARTICLE 8 : DIVERS.....	15
ARTICLE 9 : CONDITIONS D'ENTREE EN VIGUEUR.....	18
ANNEXE 1.....	20
ANNEXE 2.....	22
ANNEXE 3.....	23
ANNEXE 4.....	24
ANNEXE 5.....	25
ANNEXE 6.....	27
ANNEXE 7.....	30
ANNEXE 8.....	32
ANNEXE 9.....	35
ANNEXE 10.....	36

ACCORD DE PRÊT CONCESSIONNEL DU GOUVERNEMENT

(L "Accord") est conclu à la date du 23 août 2013

ENTRE

Le gouvernement de la République du Bénin représenté par le Ministère de l'Economie et des Finances (ci-après désigné sous le nom d' « Emprunteur »), ayant pour siège

ET

LA BANQUE D'EXPORT-IMPORT DE CHINE (ci-après désignée sous le nom de « prêteur ») ayant son siège social à : No. 30, rue de Fuxingmennei, secteur de Xicheng, Beijing 100031, Chine.

CONSIDÉRANT QUE :

- A- Le 5 octobre 2012, le gouvernement de la République populaire de Chine et le gouvernement de la République du Bénin ont conclu un accord-cadre sur l'octroi de prêts concessionnaires à Intérêt subventionné » par le gouvernement de la Chine au profit du Bénin (ci-après désigné sous le nom du « pays Emprunteur ») (ci-après désigné sous le nom d'Accord-cadre).
- B- L'Emprunteur a demandé que le prêteur mette à sa disposition un prêt à hauteur de **huit cent millions de yuans (¥ 800,000,000)** pour les besoins de financement d'un contrat commercial (comme défini à l'article 1), et
- C- Le ministère des travaux publics et des transport du Bénin et « China Xinxing Group General Corporation » (ci-après désignée sous le nom « du fournisseur chinois ") ont signé le 5 mars 2013 le contrat du projet de réhabilitation de la route Akassato-Bohicon, lot III (ci-après désigné sous le nom « du contrat commercial ») sous le numéro : 74/MTPT/DNCMP/SP du 05/03/13 en vue de l'exécution du projet (comme définie à l'article 1)

Par conséquent, l'emprunteur et le prêteur conviennent par la présente ce qui suit :

ARTICLE 1 DEFINITIONS

Les termes utilisés dans cet accord, à moins que le contexte n'en dispose autrement, ont les significations suivantes :

- 1.1 « Compte bancaire du prêteur » signifie la Banque d'Export-Import de Chine

1.2 Accord : signifie La convention de prêt concessionnaire du gouvernement et ses annexes de même que tous amendements à l'accord et ses annexes écrits d'accord parties.

1.3 Période de validité : Signifie la période qui commence à la date où l'accord entre en vigueur et prend fin 60 mois plus tard, et pendant laquelle tous les décaissements doivent être faits comme stipulé dans l'accord

1.4 Jour de banque : désigne un jour où les banques sont ouvertes pour l'activité bancaire ordinaire à Beijing, y compris samedi et dimanche où les banques sont ouvertes pour des affaires selon les réglementations en vigueur en Chine, mais excluant les jours fériés et les jours de repos en Chine ainsi que les samedi et dimanche ne relevant pas de la réglementation.

1.5 : Chine : signifie République Populaire de Chine

1.6 : Honoraires d'engagement : signifie les honoraires calculés et payés suivant les alinéas 2.2 et 2.7

1.7 Contrat commercial : signifie, le contrat du projet de réhabilitation de la route Akassato-Bohicon, lot III enregistré sous le numéro : 74/MTPT/DNCMP/SP du 05/03/13 en vue de l'exécution de l'accord du projet signé entre le ministère des travaux publics et des transports du Bénin et « China Xinxing Group General Corporation » le 5 mars 2013 pour un montant total de « renminbi » huit cents millions de yuans seulement (¥800,000,000).

1.8 : Décaissement: Signifie Décaissement des ressources suivant les dispositions de l'Article 3 du présent accord

1.9 Cas de défaillance: signifie les cas de défaillance spécifiés à l'article 7.

1.10 Ressources : Ont la signification décrite à l'alinéa 2.1

1.11 Date du remboursement final : signifie la date à laquelle la période de maturité arrive à terme.

1.12 : Date de premier remboursement : signifie la date du premier remboursement du principal et intérêts à la fin de la Période de Grace

1.13 : Période de Grace : signifie la période qui commence à la date où le contrat entre en vigueur et s'achève quatre-vingt-quatre (84) mois plus tard, pendant laquelle seulement les intérêts et non le principal sont payés par l'emprunteur au prêteur. La Période de Grace inclut la période de validité.

1.15 : Date de paiement des intérêts : signifie le 21ème jour du mois de mars et le 21ème jour du mois de septembre de chaque année civile ainsi que la date de remboursement finale

1.16 : Avis irrévocable de décaissement : signifie l'avis émis suivant le formulaire présenté à l'annexe 5 ci-joint.

1.17 : Prêt : signifie le montant global décaissé de temps en temps pendant l'exécution des travaux

1.18 : Frais de Gestion : signifie les honoraires calculés et payés conformément aux alinéa 2,2 et 2,6.

1.19 : La période de maturité : signifie la période qui commence à la date d'entrée en vigueur du contrat et s'achève deux cents et quarante (240) mois plus tard incluant la période de grâce et la période de remboursement.

1.20 Avis d'Entrée en vigueur de la convention de prêt : signifie un avis écrit sous la forme déterminée dans l'annexe 9 ci-joint, dans lequel la date d'entrée en vigueur du présent Accord sera précisée.

1.21 Projet : signifie Projet de réhabilitation de la route Akassato-Bohicon; lot III

1.22 Le pays de l'emprunteur : se rapporte au pays où l'emprunteur réside, c'est-à-dire, la République du Bénin

1.23 Renminbi : signifie la devise légale en vigueur pour le moment en République Populaire de Chine

1.24 Date de remboursement du principal et intérêts : Signifie chaque date de paiement des intérêts et la date de remboursement final.

1.25 Période de remboursement : signifie la période qui commence à la date où la période de grâce arrive à échéance et s'achève à la date de remboursement final.

1.27 Echancier de remboursement : Signifie le calendrier qui montre les dates et montants des remboursements du prêt comme décrits à l'annexe 10 ci-joint.

ARTICLE 2 : CONDITIONS ET UTILISATION DU PRET

2.1 Suivant les termes et conditions du présent Accord, le Prêteur s'engage à mettre à la disposition de l'Emprunteur un prêt (ci-après désigné sous le nom « ressources ») pour un montant principal global à hauteur de huit cent millions de yuans (¥800 000 000)

Tous les décaissements et remboursements en relation avec le prêt, aux termes du présent Accord seront enregistrés en "renminbi". Au cas où des décaissements en Dollars US (Ou autres monnaies convertibles admises par le prêteur) sont demandés, le montant en Dollars US sera converti en "renminbi" suivant le cours du dollar US (ou autre monnaie convertible admise par le Prêteur) au "renminbi" promulgué par la banque compte du Prêteur à la date où

les décaissements susmentionnés sont faits par le Prêteur et enregistrés en renminbi. Tous principal, intérêt et autre coût dû et payable par l'emprunteur aux termes du présent accord peut être remboursé ou payé en dollar US ou autre devise convertible admise par le prêteur) et enregistrée dans le renminbi selon le taux d'achat du dollar US ou d'autres monnaies fortes convertibles admises par le prêteur) au renminbi promulgué par la banque de compte du prêteur la date où de tels paiements sont reçus par le prêteur. Le prêteur ne soutiendra aucun risque de devises étrangères dans le processus susmentionné. L'emprunteur entreprend par la présente que les montants dus et payables par l'emprunteur aux termes de cet accord ne seront affectés par aucun changement du taux de change entre le renminbi et toutes autres devises ou les taux de change parmi les devises autres que le renminbi.

2-2 Le taux d'intérêt applicable au prêt sera de un pour cent (1%) par an. Le taux applicable aux frais de gestion est 0,25%. Le taux applicable aux frais d'engagement est 0,25% par an.

2-3 La période de maturité pour l'installation sera de deux cents quarante (240) mois, parmi lesquels la Période de grâce est de quatre-vingt-quatre (84) mois et la période de remboursement est de cent cinquante-six (156) mois.

2-4 Le montant entier de l'installation sera appliqué par l'emprunteur dans le seul but du paiement d'approximativement cent pour cent (100%) de la quantité commerciale de contrat

2-5 Les biens, les technologies et les services achetés à l'aide du montant de l'installation seront achetés de préférence en Chine.

2-6 L'emprunteur versera au prêteur des frais de gestion sur le montant global des ressources pour deux millions de yuans renminbi (¥2,000,000) pour un forfait dans un délai de trente (30) jours après l'entrée en vigueur du présent accord mais pas plus tard que la date du premier décaissement dans tous les cas, dont le montant est calculé au taux déterminé à l'alinéa 2,2. Les frais de gestion sont payés au compte indiqué à l'alinéa 4,4.

2-7 Au cours de la période de validité, l'emprunteur versera deux fois par an au le prêteur des frais d'engagement calculée au taux déterminé à l'alinéa 2,2 sur l'équilibre undrawn et uncanceled de l'installation.

Les frais d'engagement s'accroîtront dès trente (30) jours après l'entrée en vigueur du présent contrat et seront calculés sur la base du nombre réel de jours écoulée dans une année de 360 jours. Les frais d'engagement s'accroîtront sur la base d'une journée et seront payés sous forme d'arriérés au compte indiqué à l'alinéa 4,4 chaque date de paiement des intérêts.

L'ARTICLE 3 : DÉCAISSEMENT DES RESSOURCES

3-1 Le premier décaissement est lié à la satisfaction des précédentes conditions présentées à l'annexe 1 ci-jointe (ou d'un tel précédent de conditions ont été écartés par le prêteur par écrit).

3-2 Après le premier décaissement, en dehors de la satisfaction des conditions déterminées à l'alinéa 3,1, chaque décaissement sera assujetti à la satisfaction des conditions présentées à l'annexe 2 jointe jusqu'ici.

3-3 La période de validité peut être prolongée, à condition qu'une requête pour une telle extension soit soumise par l'emprunteur au prêteur trente (30) jours avant la fin de la période de validité et une telle requête est approuvée par le prêteur. Quoi qu'il arrive, la période de validité ne dépassera pas la période de grâce. Toute partie des ressources non rendu disponible à la fin de la période de la période de validité ou de l'extension s'y rapportant sera automatiquement décommandée. Avant la fin de la période de validité, l'emprunteur, sans le consentement du prêteur, ne décommandera pas la totalité ou toute partie des ressources non rendues disponibles.

3-4- Le prêteur ne sera pas obligé de faire aucun décaissement suivant les dispositions du présent accord à moins qu'il ait reçu tous les documents déterminés à l'alinéa 3,1 ou 3,2 et ait déterminé après examen que les conditions précédentes à la disposition des ressources par l'emprunteur ont été satisfaites. Pour les conditions qui n'ont pas été satisfaites par l'emprunteur, le prêteur peut avoir besoin que l'emprunteur y remédie au cours d'une période spécifique. Au cas où l'emprunteur ne remédie pas à au cours d'une période raisonnable, le prêteur peut refuser de faire le déboursement

3-5 Immédiatement sur la préparation du décaissement par le prêteur en accord avec l'avis irrévocable de mise à disposition, le prêteur sera supposé avoir exécuté ses obligation de décaissement suivant cet accord et un tel décaissement constituera un endettement pour l'emprunteur. L'emprunteur remboursera au prêteur le montant principale établit et exceptionnel dans les ressources ainsi que les intérêts courus conformément à cet accord.

3-6- Le prêteur ne sera sous aucune obligation de faire tout autre décaissement de ressources si le montant global des décaissements effectués suivant les dispositions du présent accord dépasse le montant total des ressources

ARTICLE 4 : REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

4-1 L'emprunteur est obligé de rembourser au prêteur tout Le montant principale dont il a disposé , tout les intérêts générés et tout autre montant payable par l'emprunteur suivant les dispositions des termes et conditions du présent accord. Sans l'avis écrit du prêteur, la période de maturité ne sera pas prolongée.

4-2- L'emprunteur payera les intérêts sur le montant principal dont il a disposé suivant les termes du présent accord au taux défini à l'alinéa 2,2. L'intérêt sera calculé sur la base du nombre réel de jours écoulé par an de 360 jours, y compris le premier jour de la période de calcul des intérêts durant laquelle ils s'accroissent mais à l'exclusion du dernier, et seront payées en arriérés à chaque date de paiement des intérêts. Si un paiement à faire par l'emprunteur tombe sur un jour n'est pas un jour d'opérations bancaires, un tel paiement sera effectué le jour précédent.

4-3 Tout le montant principal disposé suivant le présent accord sera remboursé au prêteur en vingt-six (26) acomptes d'égal part à chaque date de remboursement du principal et des intérêts pendant la période de remboursement et à la date de remboursement finale suivant l'échéancier de remboursement tel que précisé à l'annexe 10 envoyée par le prêteur à l'emprunteur après l'expiration de la période de validité.

L'échéancier de remboursement du prêt (sous la forme présentée à l'annexe 10 du présent accord) sera préparé par le prêteur et envoyé à l'emprunteur promptement après la fin de la période de validité. L'emprunteur informera le prêteur de n'importe laquelle de ses

commentaires ou suggestions officiellement, et sera supposé avoir confirmé le contenu de l'échéancier de remboursement si ses commentaires et suggestions n'ont pas été reçus dans un délai de trente (30) jours après réception de l'échéancier de remboursement. Tout échéancier de remboursement fourni par le prêteur faute d'erreur manifeste sera concluant et imposé à l'emprunteur.

4.4 Tous les paiements ou remboursements du principal et des intérêts faits par l'emprunteur aux termes de cet accord seront remis au compte suivant ou tout autre compte indiqué par le prêteur à la date de remboursement du principal et des intérêts de chaque année :

Pour le paiement en dollar US :
Bénéficiaire : La Banque export-import de Chine
Banque d'ouverture : Département d'affaires, la Banque de Chine, siège social :
Numéro de compte : 778407900258
Pour le paiement en renminbi :
Bénéficiaire : La Banque export-import de Chine
Banque d'ouverture : Département d'affaires, la Banque de Chine, de siège social
Numéro de compte : 778350006307

4.5 Le prêteur ouvrira et maintiendra dans ses livres un compte de prêt pour l'emprunteur intitulé « le Gouvernement de la République du Bénin représentée par le Ministère de l'Economie et des Finances, compte sur le projet de réhabilitation de la route Akassato-Bohicon lot III » (ci-après désigné sous le nom du « compte de l'emprunteur ») pour enregistrer les sommes dues ou remboursé par l'emprunteur. Le montant des ressources enregistrée dans le compte de l'emprunteur sera la preuve de l'endettement vis-à-vis du prêteur et sera imposé à l'emprunteur en cas d'absence de tout erreur manifeste.

4.6 L'emprunteur et le prêteur garderont tous deux les enregistrements de tous décaissement relatif aux ressources ainsi que le remboursement du principaux et des intérêts suivant les dispositions du présent accord. Ils vérifieront ces enregistrements une fois l'an

4-7 - Si le montant d'un paiement fait par l'emprunteur est inférieur au montant total dû et payable par ce dernier au prêteur à la date ou le paiement est effectué réellement par l'emprunteur, alors ce dernier sera considéré avoir renoncé à tout droit et le prêteur peut sans référence appliquer et s'approprier le paiement ainsi fait par l'emprunteur avec la satisfaction de tout ou une partie des montants qui sont dus ou en retard pour le paiement un tel jour dans l'ordre décidé par le prêteur.

4-8- L'emprunteur peut payer d'avance le montant principal établit exceptionnellement par utilisation des ressources en donnant au prêteur une notification dans un délai de 30 jours. Ce prépaiement est assujetti au consentement du prêteur. Au moment du paiement par avance, l'emprunteur versera également au prêteur tout les intérêt couru sur le principal prépaye conformément à l'alinéa 4,2 jusqu'à la date du paiement d'avance. Tout paiement par avance fait suivant cet alinéa réduira le montant des remboursements à venir.

4-9- Au moment du paiement par avance qui est fait selon les dispositions ci-dessus, l'emprunteur versera une indemnité au prêteur pour un tel paiement par avance au taux de 1,8% par an calculé sur le montant principal prépayé avec mention de la date de

remboursement du montant prépayé, qui sera calculée sur la base du nombre réel de jours écoulée et par an de 360 jours, et s'accroîtra quotidiennement.

ARTICLE 5

REPRÉSENTATIONS ET GARANTIES PAR L'EMPRUNTEUR

L'emprunteur représente et garantie au prêteur comme suit

5-1 - L'emprunteur est le gouvernement de la République du Bénin (le pays de l'emprunteur) et représenté par le ministère de l'économie et des finances et a tout pouvoir, autorité et droits légaux pour emprunter des ressources suivant les termes et conditions ci-dessous

5-2 - L'emprunteur a rempli toutes les autorisations, actes et procédures selon les exigences des lois de son pays pour que le présent accord constitue des obligations valides et légalement obligatoires de l'emprunteur selon ses termes, y compris obtenir toutes les approbations et autorisations des autorités compétentes de son pays, et effectuer tous les enregistrements ou classements selon les exigences des lois du pays de l'emprunteur, et de tels approbations, autorisations, enregistrements et classements sont légalement effectués.

5-3- La date d'entrée en vigueur de cet accord constitue l'obligation juridique et valide de l'emprunteur.

5-4- L'emprunteur n'est défaillant suivant aucune loi ou accord applicable à lui, ce qui peut matériellement compromettre sa capacité à exécuter ses obligations aux termes du présent accord ; aucun cas de défaillance n'est envisagé aux termes de cet accord.

5-5- La signature de cet accord par l'emprunteur et l'exécution de ses obligations aux termes de cet accord constituent des actes commerciaux.

Ni l'emprunteur ni aucun de ses capitaux ne bénéficie d'aucune immunité en cas de souveraineté ou autrement de l'arbitrage, du procès, de l'exécution ou de toutes autres procédures juridiques, eu égard à ses obligations aux termes de cet Accord, selon les circonstances, dans n'importe quelle juridiction.

5-6- Toutes les informations fournies au prêteur par l'emprunteur sont vraies et précises à tous égards.

L'emprunteur représente et garantit au prêteur que les représentations et les garanties antérieures sont vraies et précises tout au long de la période de maturité concernant les faits et les circonstances subsistant de temps en temps. L'emprunteur reconnaît que le prêteur a conclu cet accord dans la confiance sur les représentations et les garanties contenues dans cet article.

ARTICLE 6 : CONVENTION SPECIALE

6-1 -L'emprunteur promet par la présente au prêteur que les obligations et les responsabilités qui sont les siennes aux termes de cet accord sont directes, inconditionnelles et que les obligations générales et rangeront au moins le pas su de pari dans la droite du paiement et de la sécurité avec tout l'autre présent ou futur endettement sans garantie et insubordonnée (réel

et contingent) de l'emprunteur. N'importe quelle préférence ou priorité accordée par l'emprunteur à un tel endettement s'appliquera immédiatement à cet accord sans demande antérieure du prêteur.

6-2- L'emprunteur garantit au prêteur qu'il s'arrangera pour que tous les montants déboursés aux termes de cet accord soient employés pour les buts spécifiés en article 2,4 et article 2,5 et qu'il payera l'intérêt et le principal ainsi que tous les autres montants payables ci-dessous selon l'accord. La représentation par l'emprunteur de toutes ses obligations aux termes de cet accord sera sans conditions en toutes circonstances.

6-3- Tous les paiements faits par l'emprunteur suivant les dispositions du présent accord seront versés entièrement au prêteur sans retenue ou conservation et exempté de toute déduction ou prélèvement d'impôt ou taxe.

Au cas où l'emprunteur prétendra d'une loi pour faire une telle déduction ou refusera de faire un quelconque paiement, l'emprunteur versera immédiatement au prêteur un montant additionnel contre reçu délivré par le prêteur du montant total qui aurait été reçu ci-dessous sans aucune déduction ou prélèvement.

6-4 L'emprunteur s'engage par la présente au prêteur qu'il prendra des mesures immédiates et remplira toutes les conditions nécessaires pour maintenir en pleine forme et pour effectuer tous les approbations, autorisations, enregistrements et classements spécifiques en article 5,2.

6-5- L'emprunteur soumettra au prêteur les documents suivants et s'engage par la présente auprès du prêteur que l'information contenue dans les documents est vraie et précise :

- 1- L'emprunteur soumettra au prêteur deux fois par an des rapports de période de maturité sur le progrès réel et le statut des opérations du projet ainsi que l'utilisation qui est faite du montant déboursée.

- 2- L'emprunteur fournira au prêteur toute information concernant la représentation de cet accord à tout moment jugé utile par le prêteur.

6-6 -Le prêteur sera autorisé à examiner et diriger l'utilisation du montant de l'installation et de la représentation de cet accord. L'emprunteur facilitera l'examen et la surveillance susmentionnés du prêteur, incluant sans cause de limitation l'autorité compétente pour fournir le visa d'entrée multiple à long terme du Bénin (le pays de l'emprunteur) à l'agent de prêts du prêteur.

6-7 Au cours de la période de validité, l'emprunteur informera par écrit le prêteur dans les 30 jours de la date où les événements suivants se produisent

- 1- toute décision matérielle, changement, accident et d'autres faits significatifs concernant le projet ou l'emprunteur

- 2- tout changement des personnes autorisées et du spécimen de leurs signatures impliquées dans le décaissement des ressources aux termes de cet accord ;

3- tout changement de l'adresse de communication de l'emprunteur spécifique en article 8,7 ;

4- la survenance de tout événement de défaut spécifié en article 7

5- tout amendement ou supplément significatif au contrat commercial

6-8- L'emprunteur convient avec le prêteur les conditions selon lesquelles le montant du financement reste exceptionnellement liés aux termes prévus de cet accord, l'emprunteur ne s'engagera pas dans les activités qui, selon l'opinion du prêteur, compromettent matériellement la représentation des obligations de l'emprunteur aux termes de cet accord

6-9- L'emprunteur par la présente représente, justifie et entreprend que ses obligations et responsabilités aux termes de cet accord sont indépendantes et séparés de ceux indiquées dans les accords avec d'autres créanciers (si créanciers officiels, créanciers de Groupe des dix Ou d'autres créanciers) et l'emprunteur ne cherchera du prêteur aucun genre de termes et conditions comparables qui sont énoncés ou pourrait être énoncé dans les accords avec d'autres créanciers

6- 10- L'emprunteur inclura tous les montants dus et payables ainsi que ceux estimés, et payable au prêteur ci-dessous dans chacun de ses budgets annuels pendant chaque exercice budgétaire. Afin d'éviter le doute, l'emprunteur peut ne pas justifier un retard quelconque ou non-paiement aux termes de cet accord indépendamment des dépenses correspondantes à ses budgets.

6-11- L'emprunteur s'engage à ouvrir un compte spécial qui recevra le revenu produit du projet, et un tel revenu devrait être employé exclusivement pour le paiement de tous les échéanciers conclus aux termes de cet accord avec le prêteur. L'emprunteur devrait mobiliser d'autres fonds pour le coût d'entretien des routes. Les obligations de paiement et de remboursement de l'emprunteur ne seront pas affectées ou réduites par l'établissement de ce compte spécial. L'emprunteur devrait exécuter son obligation du maintien et de la surveillance de ce compte spécial et devrait fournir au prêteur un relevé trimestrielle spéciale de déclaration de solde de trésorerie. Le prêteur sera autorisé à examiner cette position de compte spéciale et le revenu du projet, s'il y a lieu.

ARTICLE 7 CAS DE DEFAILLANCE

Chacun des événements et des circonstances suivants seront considérés comme cas de défaillance

1-L'emprunteur, pour une raison quelconque, ne paye pas un principal dû et payable, intérêt, commission d'engagement, frais des honoraires ou d'autres sommes selon les dispositions de ceci ;

- 2- N'importe quelles représentation et garantie faites par l'emprunteur à l'article 5, l'article 6 ou autre accord, ou n'importe quel certificat, document et matériel soumis et fournis par l'emprunteur conformément à cet accord qui s'avère fausses ou incorrectes à tout égard matériel ;
- 3- L'emprunteur n'exécute pas ponctuellement ses autres obligations aux termes de cet accord ou se trouve en infraction dans n'importe laquelle de ses engagements et entreprises faits aux termes de cet accord, et ne remédie pas à d'une telle infraction à la satisfaction du prêteur dans les 30 jours après la réception de l'avis écrit à cet effet par le prêteur ;
- 4- Tout autre événement qui constitue une défaillance de l'emprunteur se produit eu égard à tout autre accord qui concerne l'emprunt d'argent ou de n'importe quelle garantie entre l'emprunteur et toutes autres banques ou institutions financières ;
- 5- Des modifications importantes se sont produites en ce qui concerne le projet, ou bien l'emprunteur, dont, selon l'opinion du prêteur, peut exercer un effet matériel inverse sur la capacité de l'emprunteur à exécuter ses obligations aux termes du présent Accord ;
- 6- L'emprunteur arrête ou suspend le remboursement à ses créanciers ;
- 7- L'emprunteur manque d'exécuter son obligation stipulée à l'alinéa 6,11

7-2 A la survenance de l'un quelconque des cas de défaillances susmentionnés, le prêteur peut, par avis notifié par écrit à l'emprunteur, résilier le décaissement des ressources, et/ou déclarer tout le principal et intérêts courus et toutes autres sommes payable ci-dessous, immédiatement dus et payable par l'emprunteur sans davantage de demande, avis ou aucune autre formalité juridique de quelque nature que ce soit.

7-3- Lorsqu'il se produit des changements dans les lois ou politiques gouvernementales en vigueur dans l'un ou l'autre des pays du prêteur ou de l'emprunteur, qui empêchent le prêteur ou l'emprunteur d'exécuter ses obligations aux termes de cet Accord, le Prêteur peut, par avis notifié par écrit à l'emprunteur, résilier le décaissement des ressources, et/ou déclarer tout le principal et intérêts courus et toutes autres sommes payable ci-dessous, immédiatement dus et payable par l'emprunteur sans autre forme de demande, avis ou autre formalité juridique de quelque nature que ce soit.

ARTICLE 8 Divers

8-1- L'Emprunteur renonce par la présente, de manière irrévocable à toute immunité en ses lieux de souveraineté ou autrement pour lui-même ou ses propriétés en relation avec tout

arbitrage, procédure se poursuivant conformément à l'article 8,5 par la présente ou par l'application de décision arbitrale conformément à ce qui précède.

8-2- Sans accord écrit antérieur du prêteur, l'emprunteur ne doit pas assigner ou transférer tous ou une partie de ses droits ou obligations ci-dessous sous toute forme à une tiers. Le prêteur est autorisé à assigner ou transférer tous ou une partie de ses droits, intérêts et obligations ci-dessous à une tiers partie avec notification à l'emprunteur.

L'emprunteur signera ses documents et fera le nécessaire à la requête du prêteur afin d'exécuter et d'accomplir tous assignements et transferts, à condition que tous les coûts engagés par l'emprunteur dans cette opération soient à la charge du prêteur.

8.3 Cet accord est légalement indépendant du contrat commercial relatif. Toutes réclamations ou conflits provenant du contrat commercial n'affecteront pas les obligations de l'emprunteur aux termes de cet accord

8-4- Cet accord aussi bien que les droits et les obligations des parties ci-dessous seront régis et interprétés selon les lois en vigueur en Chine.

8-5 Toutes contestations surgissant de l'exécution ou en liaison avec cet accord seront résolues suivant un règlement à l'amiable. Si aucun règlement ne peut être obtenu par une telle consultation, l'une ou l'autre des parties a le droit de soumettre le conflit à la Commission d'Arbitrage Economique et Commercial Internationale de la Chine (CIETAC) pour arbitrage.

L'arbitrage sera conduit selon les règles d'arbitrage du CIETAC avec pour effet la mise en application immédiate de la décision de l'arbitrage. La décision arbitrale sera finale et imposée aux deux parties. L'arbitrage aura lieu à Beijing.

8-6- L'emprunteur indique de manière irrévocable l'ambassade de la République du Bénin en Chine avec son adresse à : 38, Guang Hua Lu Beijing, China 100600 en tant que son agent autorisé pour recevoir et reconnaître à son service tout avis, écrit, acte judiciaire, sommation, ordre, jugement ou autres documents juridiques en Chine. Si pour une raison quelconque, l'agent nommé ci-dessus (ou son successeur) n'est plus agent de l'emprunteur pour recevoir les documents juridiques comme susmentionné, l'emprunteur désignera promptement un agent successeur satisfaisant pour le prêteur. L'emprunteur convient par la présente, que de tels documents juridiques seront suffisamment servis là-dessus si livrés à l'agent pour le service à son adresse du moment à Beijing, que l'agent le notifie ou non à l'emprunteur.

8-7 Toutes les notifications ou autres documents en liaison avec cet Accord seront écrits et livrés ou envoyés personnellement ou par courrier ou par fax aux adresses respectives suivantes des deux parties ; au cas où l'adresse ou le numéro du fax d'une des parties ci-dessous changerait, ladite partie informera immédiatement l'autre partie comme il est disposé dans le présent accord :

Au prêteur : Service des prêts concessionnaire.

The Export-Import Bank of China
No. 30, Fu Xing Men Nei Street, Xicheng District, Beijing, 100031
People's Republic of China
Fax No.: 0086-83579677
Telephone: 0086-83579693/83578482

À l'emprunteur : Ministère de l'Economie et des finances du Bénin :

Adresse:
Fax No.:
Téléphone:
Contact Personne:

Toute notification d'avis ou document ainsi adressé à une partie à cet accord, sera supposée avoir été délivré :

- 1- si envoyé par livraison personnelle : à l'heure de la livraison ;
- 2- si envoyé par la Poste : 15 jours après l'envoi (à l'exclusion des samedi, dimanche et les jours fériés statutaires)
- 3- si envoyé par fax, quand la notification ou le document est expédié par fax

8-8 Cet accord sera signé en anglais. Les notes et autres documents écrits fournis entre l'emprunteur et le prêteur, aux termes de cet accord seront tous rédigés en anglais.

8-9- À moins qu'il en soit disposé autrement, aucun manquement ou retard par le prêteur dans l'exécution de ses droits, pouvoir ou privilège aux termes de cet accord altérera de tels droits, pouvoir ou privilège ou pris pour un renoncement s'y rapportant, de même que l'exercice simple ou partiel d'un droit, pouvoir ou privilège empêche tout autre exercice s'y rapportant ou tout autre exercice de droit, pouvoir ou privilège.

8.10 - Les annexes à cet Accord seront considérées en tant que partie intégrante de cet Accord et avoir le même effet juridique que l'Accord.

8.11 Des sujets non couverts dans cet Accord seront traités dans le cadre d'une consultation amicale et des accords supplémentaires entre l'emprunteur et le prêteur seront signés.

ARTICLE 9 : CONDITIONS D'ENTREE EN VIGUEUR

Cet accord entrera en vigueur sur la satisfaction des conditions suivantes :

- 1- Cet accord a été dûment signé par le prêteur et l'emprunteur ;
- 2- Le prêteur a reçu des copies de l'approbation publiée par les autorités compétentes du pays de l'emprunteur approuvant l'emprunt par l'emprunteur ci-dessous ;
- 3- Le contrat commercial supplémentaire a été dûment signé et acceptable du prêteur.
- 4- Le prêteur a reçu le devis quantitatif dûment signé par les deux parties du contrat commercial.

9.2 La date effective de cet accord sera la date spécifique dans l'avis de l'efficacité de la convention de prêt envoyée par le prêteur à l'emprunteur après tout que les conditions précédentes à l'efficacité de cet accord ont été entièrement satisfaites

9-3 Au cas où cet accord n'entre pas en vigueur dans un délai d'un an après la signature par les parties, le prêteur aura le droit de réévaluer les conditions d'exécution des conditions de projet et d'utilisation de l'installation pour déterminer si continuer la représentation des conditions de projet et d'utilisation de l'installation pour déterminer si continuer la représentation de cet accord ou pas.

9.4 Cet accord sera conclu dans deux homologues avec l'effet juridique égal.

EN TÉMOIGNAGE, les deux parties jusqu'ici ont causé cet accord d'être dûment connecté leur nom respectif, par leurs représentants convenablement autorisés, la date indiquée au début de cet accord.

Signed by: (signature) _____ Signed by : (signature) _____
Name: (in print) _____ Name: (in print) _____
Titre: _____ Titre: _____

au nom de

au nom de

(l'emprunteur)

The Export-Import Bank of China

- 1- Conditions précédentes au premier abaissement
- 2- Conditions précédentes à chaque abaissement après le premier abaissement
- 3- Mandat (pour la signature)
- 4- Mandat (pour l'abaissement)
- 5- Formez de l'avis irrévocable de l'abaissement
- 6- Formez de l'opinion juridique
- 7- Mandat irrévocable de l'agent de processus de l'emprunteur
- 8- Lettre de confirmation
- 9- Formez de l'avis de l'efficacité de la convention de prêt
- 10- Formez du programme de remboursement

CHINA EXIMBANK GCL 2013 NO. (37) TOTAL NO. (482)
NO. (1420303052013111728)

GOVERNMENT CONCESSIONAL LOAN AGREEMENT

On Akassato-Bohicon Road Rehabilitation lot III Project

BETWEEN

The Government of the Republic of Benin
Represented by the Ministry of Economy and Finance

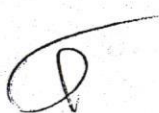
as Borrower

AND

THE EXPORT-IMPORT BANK OF CHINA

as Lender

DATED 23 AOU 2013



Contents

ARTICLE 1 DEFINITIONS.....	2
ARTICLE 2 CONDITIONS AND UTILIZATION OF THE FACILITY.....	4
ARTICLE 3 DRAWDOWN OF THE FACILITY.....	6
ARTICLE 4 REPAYMENT OF PRINCIPAL AND PAYMENT OF INTEREST	7
ARTICLE 5 REPRESENTATIONS AND WARRANTIES BY THE BORROWER	10
ARTICLE 6 SPECIAL COVENANTS	11
ARTICLE 7 EVENTS OF DEFAULT.....	13
ARTICLE 8 MISCELLANEOUS	15
ARTICLE 9 CONDITIONS TO EFFECTIVENESS.....	17
Appendix 1	20
Appendix 2	22
Appendix 3	23
Appendix 4	24
Appendix 5	25
Appendix 6	27
Appendix 7	30
Appendix 8	32
Appendix 9	35
Appendix 10	36



THIS GOVERNMENT CONCESSIONAL LOAN AGREEMENT
(the "Agreement") is made on the day of August 23, 2012 (date)

BETWEEN

The Government of the Republic of Benin represented by the Ministry of Economy and Finance (hereinafter referred to as the "Borrower"), having its office at Route de l'Aéroport, BP 302 Cotonou, République du Benin;

AND

THE EXPORT-IMPORT BANK OF CHINA (hereinafter referred to as the "Lender"), having its registered office at No. 30, Fuxingmennei Street, Xicheng District, Beijing 100031, China.

WHEREAS:

(A) On October 5, 2012, the Government of the People's Republic of China and the Government of the Republic of Benin entered into The Framework Agreement between the Government of the People's Republic of China and the Government of the Republic of Benin on Provision of Government Interest-Subsidized Concessional Loans by China to Benin (hereinafter referred to as the "Borrower's Country") (hereinafter referred to as the "Framework Agreement").

(B) The Borrower has requested that the Lender make available a loan facility of up to Renminbi eight hundred million Yuan only (¥800,000,000) to the Borrower for the financing needs under the Commercial Contract (as defined in Article 1), and;

(C) The Ministry of Public Works and Transport of Benin and China Xinxing Group General Corporation (hereinafter referred to as the "Chinese Supplier") have entered into on March 5, 2013 the Contract of Akassato-Bohicon Road Rehabilitation lot III Project (hereinafter referred to as the "Commercial Contract") with the contract number 74/MTPT/DNCMP/SP du 05/03/13 for the purpose of the implementation of the Project

(as defined in Article 1).

NOW THEREFORE, the Borrower and the Lender hereby agree as follows:

ARTICLE 1 DEFINITIONS

Where used in this Agreement, unless the context otherwise requires, the following terms have the following meanings:

- 1.1 "Account Bank of the Lender" means the Export-Import Bank of China.
- 1.2 "Agreement" means this government concessional loan agreement and its appendices and any amendment to such agreement and its appendices from time to time upon the written consent of the parties.
- 1.3 "Availability Period" means the period commencing on the date on which this Agreement becomes effective and ending on the date falling sixty (60) months thereafter, during which time all the disbursements shall be made in accordance with the stipulations of this Agreement.
- 1.4 "Banking Day" means a day on which banks are open for ordinary banking business in Beijing, including Saturdays and Sundays on which banks are open for business as required by the provisional regulations of China, but excluding the legal festivals and holidays of China and Saturdays and Sundays falling out of the aforesaid regulations.
- 1.5 "China" means the People's Republic of China.
- 1.6 "Commitment Fee" means the fees calculated and paid in accordance with Article 2.2 and Article 2.7.
- 1.7 "Commercial Contract" means, the Contract of Akassato-Bohicon Road Rehabilitation lot III Project with the contract number 74/MTPPT/DNCMP/SP du 05/03/13

for the purpose of the implementation of the Project entered by and between The Ministry of Public Works and Transport of Benin and China Xinxing Group General Corporation on March 5, 2013 with the total amount of Renminbi eight hundred million Yuan only (¥800,000,000).

1.8 **"Disbursement"** means the advance of the Facility made in accordance with Article 3 of this Agreement.

1.9 **"Event of Default"** means any event or circumstance specified as such in Article 7.

1.10 **"Facility"** has the meaning set forth in Article 2.1.

1.11 **"Final Repayment Date"** means the date on which the Maturity Period expires.

1.12 **"First Repayment Date"** means the first repayment date of principal and interest after the maturity of the Grace Period.

1.13 **"Grace Period"** means the period commencing on the date on which this Agreement becomes effective and ending on the date eighty-four (84) months after the date on which this Agreement becomes effective, during which period only the interest and no principal is payable by the Borrower to the Lender. The Grace Period includes the Availability Period.

1.14 **"Interest Payment Date"** means the 21st day of March and the 21st day of September in each calendar year and the Final Repayment Date;

1.15 **"Irrevocable Notice of Drawdown"** means the notice issued in the form set out in Appendix 5 attached hereto.

1.16 **"Loan"** means the aggregate principal amount disbursed and from time to time outstanding under the Facility.

1.17 "Management Fee" means the fees calculated and paid in accordance with Article 2.2 and Article 2.6.

1.18 "Maturity Period" means the period commencing on the date on which this Agreement becomes effective and ending on the date falling two hundred and forty (240) months thereafter, including the Grace Period and the Repayment Period.

1.19 "Notice of Effectiveness of Loan Agreement" means a written notice in the form set forth in Appendix 9 attached hereto, in which the effective date of this Agreement shall be specified.

1.20 "Project" means Akassato-Bohicon Road Rehabilitation lot III Project.

1.21 "Borrower's Country" refers to the country where the Borrower locates, i.e., the Republic of Benin.

1.22 "Renminbi" means the lawful currency for the time being of the People's Republic of China.

1.23 "Repayment Date of Principal and Interest" means each Interest Payment Date and the Final Repayment Date.

1.24 "Repayment Period" means the period commencing on date on which the Grace Period expires and ending on the Final Repayment Date.

1.25 "Repayment Schedule" means the schedule showing the dates and amounts of repayments of the Loan set forth in Appendix 10 attached hereto.

ARTICLE 2 CONDITIONS AND UTILIZATION OF THE FACILITY

2.1 Subject to the terms and conditions of this Agreement, the Lender hereby agrees to make available to the Borrower a loan facility (hereinafter referred to as the

"Facility") in an aggregate principal amount not exceeding Renminbi eight hundred million Yuan only (¥800,000,000).

All the drawdowns and repayments in connection with the Facility under this Agreement shall be recorded in Renminbi. In case drawdowns in US Dollar (or other convertible hard currencies accepted by the Lender) are requested, the amount in US Dollar shall be purchased with Renminbi in accordance with the selling rate of US Dollar (or other convertible hard currencies accepted by the Lender) to Renminbi promulgated by the Account Bank of the Lender on the date the aforesaid disbursements are made by the Lender and recorded in Renminbi. Any principal, interest and other cost due and payable by the Borrower under this Agreement may be repaid or paid in US Dollar (or other convertible currency accepted by the Lender) and recorded in Renminbi in accordance with the buying rate of US Dollar (or other convertible hard currencies accepted by the Lender) to Renminbi promulgated by the Account Bank of the Lender on the date such payments are received by the Lender. The Lender shall not bear any foreign exchange risk in the aforesaid process. The Borrower hereby undertakes that the amounts due and payable by the Borrower under this Agreement shall not be affected by any change in the exchange rate between Renminbi and any other currencies or the exchange rates among the currencies other than Renminbi.

2.2 The rate of interest applicable to the Loan shall be one percent (1%) per annum. The rate applicable to the Management Fee shall be zero point twenty five percent (0.25%). The rate applicable to the Commitment Fee shall be zero point twenty five percent (0.25%) per annum.

2.3 The Maturity Period for the Facility shall be two hundred and forty (240) months, among which the Grace Period shall be eighty-four (84) months and the Repayment Period shall be one hundred and fifty-six (156) months.

2.4 The entire proceeds of the Facility shall be applied by the Borrower for the sole purpose of the payment of approximately one hundred percent (100%) of the Commercial Contract amount.

2.5 The goods, technologies and services purchased by using the proceeds of Facility shall be purchased from China preferentially.

2.6 The Borrower shall pay to the Lender a Management Fee on the aggregate amount of the Facility equal to Renminbi two million Yuan (¥2,000,000) in one lump within thirty (30) days after this Agreement becomes effective but not later than the first Disbursement Date in any case, which amount shall be calculated at the rate set forth in Article 2.2. The Management Fee shall be paid to the account designated in Article 4.4.

2.7 During the Availability Period, the Borrower shall pay semi-annually to the Lender a Commitment Fee calculated at the rate set forth in Article 2.2 on the undrawn and uncanceled balance of the Facility. The Commitment Fee shall accrue from and including the date falling thirty (30) days after the date on which this Agreement becomes effective and shall be calculated on the basis of the actual number of days elapsed and a 360 day year. The Commitment Fee shall accrue on a daily basis and be paid in arrears to the account designated in Article 4.4 on each Interest Payment Date.

ARTICLE 3 DISBURSEMENT OF THE FACILITY

3.1 The first disbursement is subject to the satisfaction of the conditions precedent set out in Appendix 1 attached hereto (or such conditions precedent have been waived by the Lender in writing).

3.2 In relation to each disbursement after the first disbursement, besides the satisfaction of the conditions set forth in Article 3.1, such disbursement shall also be subject to the satisfaction of the conditions set out in Appendix 2 attached hereto.

3.3 The Availability Period may be extended, provided that an application for such extension is submitted by the Borrower to the Lender thirty (30) days prior to the end of the Availability Period and such application is approved by the Lender. In any event, the Availability Period shall not exceed the Grace Period. Any portion of the Facility undrawn at the end of the Availability Period or the extension thereof shall be

automatically canceled. Before the end of the Availability Period, the Borrower shall not, without the consent of the Lender, cancel all or any part of the undrawn Facility.

3.4 The Lender shall not be obliged to make any disbursement under this Agreement unless it has received all the documents set forth in Article 3.1 or 3.2 and has determined after examination that the conditions precedent to the drawdown of the Facility by the Borrower have been satisfied. For those conditions which have not been satisfied by the Borrower, the Lender may require the remedy by the Borrower within a specified period. In the event that the Borrower fails to remedy within a reasonable period of time, the Lender may refuse to make the disbursement.

3.5 Forthwith upon the making by the Lender of the disbursement in accordance with the Irrevocable Notice of Drawdown, the Lender shall be deemed as having completed its disbursement obligation under this Agreement and such disbursement shall become the indebtedness of the Borrower. The Borrower shall repay to the Lender the principal amount drawn and outstanding under the Facility together with any interest accrued thereon in accordance with this Agreement.

3.6 The Lender shall not be under any obligation to make any further Disbursement under the Facility if the aggregate amount of the Disbursements made under this Agreement would exceed the principal amount of the Facility.

ARTICLE 4 REPAYMENT OF PRINCIPAL AND PAYMENT OF INTEREST

4.1 The Borrower is obligated to repay to the Lender all the principal amount drawn and outstanding under the Facility, all the interest accrued thereon and such other amount payable by the Borrower in accordance with the terms and conditions of this Agreement. Without the written consent of the Lender, the Maturity Period shall not be extended.

4.2 The Borrower shall pay interest on the principal amount drawn and outstanding under this Agreement at the rate set forth in Article 2.2. The interest shall be

calculated on the basis of the actual number of days elapsed and a 360 day year, including the first day of the Interest Period during which it accrues but excluding the last, and shall be paid in arrears on each Interest Payment Date. If any payment to be made by the Borrower hereunder falls due on any day which is not a Banking Day, such payment shall be made on the immediately preceding Banking Day.

4.3 All the principal amount drawn under this Agreement shall be repaid to the Lender by twenty-six (26) equal installments on each Repayment Date of Principal and Interest within the Repayment Period and the Final Repayment Date in accordance with the Repayment Schedule as Appendix 10 sent by the Lender to the Borrower after the expiration of the Availability Period.

The Repayment Schedule of the Loan (in the form set out in the Appendix 10 to this Agreement) will be prepared by the Lender and will be sent to the Borrower promptly after the end of the Availability Period. The Borrower shall inform the Lender of any of its comments or suggestions officially, and shall be deemed to have confirmed the content of the Repayment Schedule if such comments and suggestions have not been received within thirty (30) days after receipt of the Repayment Schedule. Any Repayment Schedule so provided by the Lender shall in the absence of manifest error be conclusive and binding on the Borrower.

4.4 Any payments or repayments made by the Borrower under this Agreement shall be remitted to the following account or any other account from time to time designated by the Lender on the Repayment Date of Principal and Interest of each year:

For the payment in US Dollar:

Payee: The Export-Import Bank of China

Opening Bank: Business Department, Bank of China, Head Office

Account No.: 778407900258

For the payment in Renminbi:

Payee: The Export-Import Bank of China

Opening Bank: Business Department, Bank of China, Head Office

Account No.: 778350006307

4.5 The Lender shall open and maintain on its book a lending account for the Borrower entitled "The Government of the Republic of Benin represented by the Ministry of Economy and Finance Account on Akassato-Bohicon Road Rehabilitation lot III Project " (hereinafter referred to as the "**Borrower's Account**") to record the amount owing or repaid or paid by the Borrower. The amount of the Facility recorded as drawn and outstanding in the Borrower's Account shall be the evidence of the Borrower's indebtedness owed to the Lender and shall be binding on the Borrower in the absence of manifest error.

4.6 Both the Borrower and the Lender shall keep accurate book records of any disbursement under the Facility and repayment of principal and interest under this Agreement and shall verify such records once a year.

4.7 If the amount of any payment made by the Borrower hereunder is less than the total amount due and payable by the Borrower to the Lender as of the date on which such payment is actually made by the Borrower, then the Borrower shall be deemed to have hereby waived any right which it may have to make any appropriation thereof (and any appropriation made and/or indicated by the Borrower in respect of such payment shall be of no effect) and the Lender may without reference to the Borrower apply and appropriate the payment so made by the Borrower in or towards the satisfaction of any or all of the amounts which are due or overdue for payment on such day in the order decided upon by the Lender.

4.8 The Borrower may prepay the principal amount drawn and outstanding under the Facility by giving the Lender a 30 days' prior written notice, and such prepayment shall be subject to the consent of the Lender. At the time of prepayment, the Borrower shall also pay to the Lender all interest accrued on the prepaid principal in accordance with Article 4.2 up to the date of prepayment. Any prepayment made pursuant to this Article shall reduce the amount of the repayment installments in inverse order of maturity.

4.9 At the time of prepayment which is made in accordance with the above provisions, the Borrower shall pay an indemnity to the Lender for such prepayment at the rate of one point eight percent (1.8%) per annum accrued on the prepaid principal from

and including the date of prepayment up to and including the repayment date of such prepaid amount, which shall be calculated on the basis of actual number of days elapsed and a 360 day year, and shall accrue on a daily basis.

ARTICLE 5 REPRESENTATIONS AND WARRANTIES BY THE BORROWER

The Borrower hereby represents and warrants to the Lender as follows:

5.1 The Borrower is the government of the Republic of Benin (the Borrower's Country) and represented by the Ministry of Economy and Finance and has full power, authority and legal rights to borrow the Facility on the terms and conditions hereunder.

5.2 The Borrower has completed all the authorizations, acts and procedures as required by the laws of the Borrower's Country in order for this Agreement to constitute valid and legally binding obligations of the Borrower in accordance with its terms, including obtaining all the approvals and authorizations from relevant authorities of the Borrower's Country, and effecting all the registrations or filings as required by the laws of the Borrower's Country, and such approvals, authorizations, registrations and filings are in full force and effect.

5.3 As from the date on which this Agreement becomes effective, this Agreement constitutes legal, valid and binding obligation of the Borrower.

5.4 The Borrower is not in default under any law or agreement applicable to it, the consequence of which default could materially and adversely affect its ability to perform its obligations under this Agreement and no Event of Default has occurred under this Agreement.

5.5 The signing of this Agreement by the Borrower constitutes, and the Borrower's performance of its obligations under this Agreement will constitute commercial acts. Neither the Borrower nor any of its assets is entitled to any right of immunity on the

grounds of sovereign or otherwise from arbitration, suit, execution or any other legal process with respect to its obligations under this Agreement, as the case may be, in any jurisdiction.

5.6 All information supplied to the Lender by the Borrower is true and accurate in all material respects.

The Borrower represents and warrants to the Lender that the foregoing representations and warranties will be true and accurate throughout the Maturity Period with reference to the facts and circumstances subsisting from time to time. The Borrower acknowledges that the Lender has entered into this Agreement in reliance upon the representations and warranties contained in this Article.

ARTICLE 6 SPECIAL COVENANTS

6.1 The Borrower hereby covenants to the Lender that the obligations and liabilities of the Borrower under this Agreement are direct, unconditional and general obligations and rank and will rank at least pari passu in right of payment and security with all other present or future unsecured and unsubordinated indebtedness (both actual and contingent) of the Borrower. Any preference or priority granted by the Borrower to such indebtedness shall be forthwith applicable to this Agreement without prior request from the Lender.

6.2 The Borrower undertakes with the Lender that it will ensure that all amounts disbursed under this Agreement be used for the purposes specified in Article 2.4 and Article 2.5 and that it will pay the interest and any other payable amounts hereunder and repay the principal to the Lender in accordance with the terms and conditions hereunder. The performance by the Borrower of all its obligations under this Agreement shall be unconditional under all circumstances.

6.3 All payments by the Borrower under this Agreement shall be paid in full to the Lender without set-off or counterclaim or retention and free and clear of and without

any deduction or withholding for or on account of any taxes or any charges. In the event the Borrower is required by law to make any such deduction or withholding from any payment hereunder, then the Borrower shall forthwith pay to the Lender such additional amount as will result in the immediate receipt by the Lender of the full amount which would have been received hereunder had no such deduction or withholding been made.

6.4 The Borrower hereby covenants to the Lender that it will take immediate steps and fulfill all the conditions necessary to maintain in full force and effect all approvals, authorizations, registrations and filings specified in Article 5.2.

6.5 The Borrower shall submit to the Lender the following documents and hereby covenants to the Lender that the information contained in such documents is true and accurate:

(1) The Borrower shall submit to the Lender semi-annually during the Maturity Period reports on the actual progress and operation status of the Project and the utilization of the disbursed Facility proceeds.

(2) The Borrower shall supply to the Lender any other information pertaining to the performance of this Agreement at any time reasonably requested by the Lender.

6.6 The Lender shall be entitled to examine and supervise the utilization of the proceeds of the Facility and the performance of this Agreement. The Borrower shall facilitate the aforesaid examination and supervision of the Lender, including without limitation facilitate the relevant authority to issue the visa of Benin (Borrower's country) to loan officer of the Lender.

6.7 During the Maturity Period, the Borrower shall inform in writing the Lender within 30 days from the date on which the following events occur:

(1) any material decision, change, accident and other significant facts pertaining to the Project or the Borrower;

(2) any change of the authorized persons and the specimen of their signatures involved in the drawdown of the Facility under this Agreement;

(3) any change of the communication address of the Borrower specified in

Article 8.7;

- (4) the occurrence of any Event of Default specified in Article 7;
- (5) any significant amendment or supplement to the Commercial Contract;

6.8 The Borrower undertakes with the Lender that so long as any sum remains outstanding under this Agreement, the Borrower will not engage in the activities which, in the opinion of the Lender, will materially and adversely affect the performance of the Borrower's obligations under this Agreement.

6.9 The Borrower hereby represents, warrants and undertakes that its obligations and liabilities under this Agreement are independent and separate from those stated in agreements with other creditors (whether official creditors, Paris Club creditors or other creditors), and the Borrower shall not seek from the Lender any kind of comparable terms and conditions which are stated or might be stated in agreements with other creditors.

6.10 The Borrower shall include all amounts due and payable, or to fall due and payable to the Lender hereunder in each of its annual budgets during each fiscal year. For the avoidance of doubt, the Borrower may not justify any of its late or non-payment under this Agreement regardless of whether it has allocated the corresponding expenditures in its budgets.

6.11 The Borrower undertakes to open a special account which will receive the revenue generated from the Project, and such revenue should be used exclusively for the payment of all due amounts under this Agreement to the Lender. The Borrower should arrange other funds for the road maintenance cost. The payment and repayment obligations of the Borrower will not be affected or reduced by the establishment of this Special Account. The Borrower should perform its obligation of maintaining and supervising of this Special Account and should provide with the Lender the Special Account balance statement quarterly. The Lender shall be entitled to examine this Special Account status and the revenue of the Project, if necessary.

ARTICLE 7 EVENTS OF DEFAULT

7.1 Each of the following events and circumstances shall be an Event of Default:

(1) The Borrower, for any reason, fails to pay any due and payable principal, interest, Commitment Fee, Management Fee or other sums in accordance with the provisions hereof;

(2) Any representation and warranty made by the Borrower in Article 5 , Article 6 or other Articles of this Agreement, or any certificate, document and material submitted and delivered by the Borrower pursuant to this Agreement proves to have been untrue or incorrect in any material respect ;

(3) The Borrower fails to punctually perform any of its other obligations under this Agreement or is in breach of any of its covenants and undertakings made under this Agreement, and does not remedy such breach to the satisfaction of the Lender within 30 days after receipt of written notice from the Lender requiring it to do so;

(4) Any other event which constitutes a default of the Borrower occurs in respect of any other agreement involving the borrowing of money or any guarantee between the Borrower and any other banks or financial institutions;

(5) Significant changes have occurred with respect to the Project or the Borrower, either of which, in the opinion of the Lender, may have material adverse effect on the ability of the Borrower to perform its obligations under this Agreement;

(6) The Borrower stops or suspends repayment to its creditors generally;

(7) The Borrower fails to perform its obligation stipulated in Article 6.11.

7.2 Upon the occurrence of any of the aforesaid Event of Default, the Lender may, by written notice to the Borrower, terminate the disbursement of the Facility, and/or declare all the principal and accrued interest and all other sums payable hereunder to be immediately due and payable by the Borrower without further demand, notice or other legal formality of any kind.

7.3 Where there occurs any change of the laws or government policies in the country of either the Lender or the Borrower, which makes it impossible for either the Lender or the Borrower to perform its obligations under this Agreement, the Lender may, by written notice to the Borrower, terminate the disbursement of the Facility, and/or declare all the principal and accrued interest and all other sums payable hereunder to be immediately due and payable by the Borrower without further demand, notice or other legal formality of any kind.

ARTICLE 8 MISCELLANEOUS

8.1 The Borrower hereby irrevocably waives any immunity on the grounds of sovereign or otherwise for itself or its property in connection with any arbitration proceeding pursuant to Article 8.5 hereof or with the enforcement of any arbitral award pursuant thereto.

8.2 Without prior written consent of the Lender, the Borrower may not assign or transfer all or any part of its rights or obligations hereunder in any form to any third party. The Lender is entitled to assign or transfer all or any part of its rights, interests and obligations hereunder to a third party with notice to the Borrower. The Borrower shall sign all such documents and do necessary acts and things as the Lender may reasonably require for the purpose of perfecting and completing any such assignment and transfer, provided that any costs incurred by the Borrower in connection therewith shall be borne by the Lender.

8.3 This Agreement is legally independent of the relevant Commercial Contract. Any claims or disputes arising out of the Commercial Contract shall not affect the obligations of the Borrower under this Agreement.

8.4 This Agreement as well as the rights and obligations of the parties hereunder shall be governed by and construed in accordance with the laws of China.

8.5 Any dispute arising out of or in connection with this Agreement shall be resolved through friendly consultation. If no settlement can be reached through such consultation, each party shall have the right to submit such dispute to the China International Economic and Trade Arbitration Commission (CIETAC) for arbitration. The arbitration shall be conducted in accordance with the CIETAC's arbitration rules in effect at the time of applying for arbitration. The arbitral award shall be final and binding upon both parties. The arbitration shall take place in Beijing.

8.6 The Borrower hereby irrevocably designates the Embassy of the Republic of Benin in China with its address at 38, Guang Hua Lu Beijing, China 100600 as its authorized agent to receive and acknowledge on its behalf service of any notice, writ, summons, order, judgment or other legal documents in China. If for any reason the agent named above (or its successor) no longer serves as agent of the Borrower to receive legal documents as aforesaid, the Borrower shall promptly designate a successor agent satisfactory to the Lender. The Borrower hereby agrees that, any such legal documents shall be sufficiently served on it if delivered to the agent for service at its address for the time being in Beijing, whether or not such agent gives notice thereof to the Borrower.

8.7 All notices or other documents in connection with this Agreement shall be in writing and shall be delivered or sent either personally or by post or facsimile to the following respective address or facsimile number of both parties; in the event that the following address or facsimile number of any party hereunder has changed, such party shall immediately inform the other party in the way set out in this Agreement:

To the Lender: Concessional Loan Dept.
The Export-Import Bank of China
No. 30, Fu Xing Men Nei Street, Xicheng District, Beijing,
100031
People's Republic of China
Fax No.: 0086-83579677
Telephone: 0086-83579693/83578482

To the Borrower: Ministry of Economy and Finance of Benin

Address: BP 302 Cotonou - BENIN
Ministère de l'économie et des Finances
Fax No.: 00229 21 30 18 51
Telephone: 00229 21 30 12 47 / 21 30 13 37
Contact Person:

Any notice or document so addressed to the relevant party under this Agreement shall be deemed to have been delivered:

- (1) if sent by personal delivery: at the time of delivery;
- (2) if sent by post: 15 days after posting (excluding Saturdays, Sundays and statutory holidays);
- (3) if sent by facsimile, when the notice or document is dispatched by fax machine.

8.8 This Agreement shall be signed in the English language. The notes and other written documents delivered between the Borrower and the Lender under this Agreement shall all be written in English.

8.9 Unless otherwise provided, no failure or delay by the Lender in exercising any of its rights, power or privilege under this Agreement shall impair such right, power or privilege or operate as a waiver thereof, nor shall any single or partial exercise of any right, power or privilege preclude any further exercise thereof or the exercise of any other right, power or privilege.

8.10 The appendices to this Agreement shall be deemed as an integral part of this Agreement and have the same legal effect as this Agreement.

8.11 Matters not covered in this Agreement shall be settled through friendly consultation and signing of supplementary agreements between the Borrower and the Lender.

ARTICLE 9 CONDITIONS TO EFFECTIVENESS

9.1 This Agreement shall become effective upon the satisfaction of the following conditions:

- (1) This Agreement has been duly signed by the Lender and the Borrower;

(2) The Lender has received copies of the approval issued by the relevant authorities of the Borrower's Country approving the borrowing by the Borrower hereunder;

(3) The Supplementary Commercial Contract has been duly signed and acceptable to the Lender.

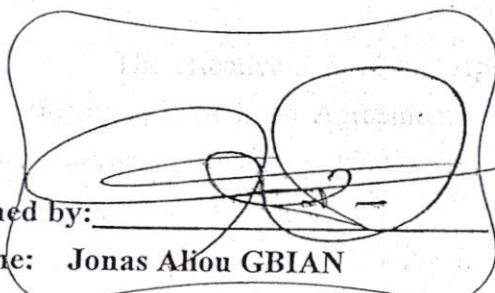
(4) The Lender has received the Bill of Quantity duly signed by the two parties of the Commercial Contract.

9.2 The effective date of this Agreement shall be the date specified in the Notice of Effectiveness of Loan Agreement sent by the Lender to the Borrower after all the conditions precedent to the effectiveness of this Agreement have been fully satisfied.

9.3 In the event that this Agreement fails to become effective within one year after signing by the parties, the Lender shall have the right to re-evaluate the implementation conditions of the Project and utilization conditions of the Facility to determine whether to continue the performance of this Agreement or not.

9.4 This Agreement shall be made in two counterparts with equal legal effect.

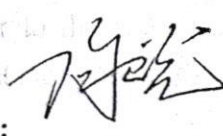
IN WITNESS WHEREOF, the two parties hereto have caused this Agreement to be duly signed on their respective behalf, by their duly authorized representatives, on the date stated at the beginning of this Agreement.

Signed by: 

Name: Jonas Aliou GBIAN

Title: Minister of Economy and Finance
on behalf of

The Government of Benin represented by
The Ministry of Economy and Finance

Signed by: 

Name: TAO Weiguang

Title: Ambassador of Republic of
China to Republic of Benin
on behalf of

The Export-Import Bank of China

Appendices:

1. Conditions Precedent to the First Drawdown
2. Conditions Precedent to Each Drawdown after the First Drawdown
3. Power of Attorney (for Signing)
4. Power of Attorney (for Drawdown)
5. Form of Irrevocable Notice of Drawdown
6. Form of Legal Opinion
7. Irrevocable Power of Attorney of Borrower's Process Agent
8. Letter of Confirmation
9. Form of Notice of Effectiveness of Loan Agreement
10. Form of Repayment Schedule

Appendix 1
Conditions Precedent to the First Disbursement

Upon the Borrower's application to the Lender for the making of the first disbursement, the Lender shall not be obliged to make any such disbursement to the Borrower unless the Borrower has fulfilled the following conditions and the Lender has received the following documents to its satisfaction:

- (1) Copies of this Agreement which have been duly signed by all parties thereto respectively and have become effective;
- (2) Certified true copies of the Commercial Contract and other relevant documents in connection therewith acceptable to the Lender which have been duly signed by all parties thereto and have become effective;
- (3) Drawdown schedule submitted by the Borrower which has been recognized and accepted by the Lender;
- (4) The authorization of the Borrower, by which the Borrower authorizes one or more representatives to sign this Agreement, Irrevocable Notice of Drawdown and any other documents in relation to this Agreement, and the signature specimen of such authorized representatives.
- (5) Certified true copies of any and all documents which could evidence that the Special Account stipulated in Article 6.11 of this Agreement has been established by the Borrower.
- (6) Certified true copies of any and all documents which could evidence that the Borrower has made the plan for land requisition and demolition for the Project and the source of relevant funds has been fixed.
- (7) Certified true copies of any and all documents which could evidence that the Management Fee and Commitment Fee payable hereunder have been paid by the

Borrower to the Lender in accordance with the provisions of Article 2.6 and Article 2.7;

(8) An original Irrevocable Notice of Drawdown in the form set out in Appendix 5 attached hereto duly signed by the authorized signatory of the Borrower and affixed with the official stamp of the Borrower and sent by courier or TESTED SWIFT not later than the fifteenth (15th) Banking Day prior to the date on which the drawdown is scheduled to be made; such Irrevocable Notice of Drawdown authorizes the Lender to pay the relevant amount to the account designated by the Borrower, and such drawdown shall be in compliance with the stipulations of the Commercial Contract;

(9) Legal opinion in the form and substance set forth in Appendix 6 or in the form and substance otherwise approved by the Lender in writing issued by the Ministry of Justice or other governmental institutions with the similar authority of the Borrower's Country in connection with the transactions contemplated hereunder;

(10) The irrevocable power of attorney to the process agent by the Borrower named in Article 8.6 in the form set forth in Appendix 7 or in the form and substance otherwise approved by the Lender in writing and the written confirmation of acceptance of appointment by such process agent in the form of Appendix 8 or in the form and substance otherwise approved by the Lender in writing;

(11) Such other document(s) or condition(s) relating to the transactions under this Agreement as the Lender may reasonably request.

In the event that the Borrower fails to fulfill the above conditions within one year after the effectiveness of this Agreement, the Lender shall have the right to re-evaluate the implementation conditions of the Project and utilization conditions of the Facility to determine whether to continue the performance of this Agreement or not.

Appendix 2

Conditions Precedent for Each Disbursement after the First Disbursement

For each disbursement after the first disbursement hereunder, the Lender shall not be obliged to make any such disbursement to the Borrower unless all the conditions precedent set out in Appendix 1 attached hereto have been satisfied, the Borrower has fulfilled the following conditions and the Lender has received the following documents to its satisfaction:

- (1) An original Irrevocable Notice of Drawdown in the form set out in Appendix 5 attached hereto duly signed by the authorized signatory of the Borrower and affixed with the official stamp of the Borrower and sent by courier not later than the fifteenth (15th) Banking Day prior to the date on which the drawdown is scheduled to be made; such Irrevocable Notice of Drawdown authorizes the Lender to pay the relevant amount to the account designated by the Borrower, and such drawdown shall be in compliance with the stipulations of the Commercial Contract;
- (2) No Event of Default has occurred (or will likely to occur as a result of the drawdown being made) under this Agreement;
- (3) All representations, warranties, and undertakings made by the Borrower hereunder shall be true and correct as at the date such drawdown is scheduled to be made with reference to the facts and circumstances then subsisting;
- (4) The Borrower has paid the interest due and payable under this Agreement in accordance with Article 4;
- (5) The Borrower has paid the Commitment Fee due and payable under this Agreement in accordance with Article 2.7;
- (6) The Facility hereunder has not been terminated;
- (7) Such other document(s) and condition(s) as the Lender may reasonably request.

Appendix 3
Power of Attorney (for Signing the Agreement)

I, _____ (Name of the Authorizing Person), am _____ (Title of the Authorizing Person) of _____ (hereinafter referred as the "Institution"). I hereby confirm that I have the full legal right and authority to sign the Government Concessional Loan Agreement on the _____ Project dated _____ (No. _____, hereinafter referred to as the "Agreement") on behalf of the Institution. However, in the event that I am not available when the Agreement is required to be signed, I hereby authorize Mr. _____ (hereinafter referred as the "Authorized Signatory"), _____ (Title of the Authorized Signatory) of the Institution, to sign the Agreement and other notices and documents in connection therewith on behalf of the Institution.

Signature: _____

Title: _____

Date: _____

Specimen Signature of the Authorized Signatory: _____

Name: _____

Title: _____

Appendix 4
Power of Attorney (for Drawdown)

I, _____ (Name of Authorizing Person), am _____ (Title of the Authorizing Person) of _____ (hereinafter referred as the "Institution"). I hereby confirm that I have the full legal right and authority to make drawdowns on behalf of the Institution in accordance with the terms and conditions of the Government Concessional Loan Agreement on the _____ Project dated _____ (No. _____, hereinafter referred to as the "Agreement"). In the event that I am not available when a drawdown is to be made, I confirm that I hereby authorize Mr. _____ (hereinafter referred as the "Authorized Signatory"), _____ (Title of the Authorized Signatory) of the Institution, to make the drawdown under the Agreement, to sign the documents and to handle other matters in connection therewith on behalf of the Institution.

Signature: _____

Title: _____

Date: _____

Specimen Signature of the Authorized Signatory: _____

Name: _____

Title: _____

Appendix 5
FORM OF IRREVOCABLE NOTICE OF DRAWDOWN
(BY EXPRESS DELIVERY OR TESTED SWIFT)

From: _____ (the Borrower)
To: The Concessional Loan Department
The Export-Import Bank of China
No. 30, Fuxingmennei Street, Xicheng District, Beijing 100031
People's Republic of China

Serial No: _____
Date: _____

Dear Sir or Madam,

Pursuant to Article 3 of the Government Concessional Loan Agreement on the _____ Project dated _____ (No. _____, hereinafter referred to as the "Agreement") between _____ (the "Borrower") and the Export-Import Bank of China (the "Lender"), we hereby instruct and authorize you to make a payment as follows:

Amount: _____ (Currency: RMB)
Word Figure: _____ (Currency: RMB)
_____ (Please fill in "Please pay in _____ (foreign currency)" in case that a drawdown in a foreign currency approved by the Lender is needed)

Payee: _____
Account Bank: _____
Account No.: _____
Date of Payment: _____

This payment is made to the _____ Invoice (Invoice No. _____)

_____) under the _____ Contract (Contract No.: _____),
and for the payment of _____ (purpose).

We hereby authorize you to debit the account mentioned in Article 4.5 of the Agreement with such amount of payment in Renminbi in accordance with Article 2.1 of the Agreement.

We hereby confirm that your above-mentioned payment shall be deemed a drawdown made by us under the Agreement and upon your payment pursuant to this Irrevocable Notice of Drawdown, the amount of payment shall forthwith constitute our indebtedness to you accordingly. We shall repay such amount to you together with any interest accrued thereon in accordance with the terms and conditions of the Agreement.

We further confirm that the representations and warranties and covenants made by us in Article 5 and Article 6 of the Agreement remain true and correct as of the date of this Irrevocable Notice of Drawdown, and none of the events referred to in Article 7 of the Agreement has occurred and continuously exists.

Terms not otherwise defined herein shall have the meanings assigned to them in the Agreement.

This notice once given shall be irrevocable.

_____ (Full Name of the Borrower)
_____ (Official Stamp of the Borrower)
_____ (Signature of Authorized Signatory)

Appendix 6
Form of Legal Opinion

To: The Export-Import Bank of China

Date: _____

Dear Sirs,

Re: The Government Concessional Loan Agreement on the _____ Project
(No. _____)

We are ☐ Ministry of Justice, ☐ Attorney-General, ☐ a law firm ☐ _____, qualified and authorized to issue this legal opinion in connection with the Government Concessional Loan Agreement on the _____ Project dated _____ (No. _____, the "Loan Agreement") between the Export-Import Bank of China as the lender (the "Lender") and _____ as the borrower (the "Borrower").

For the purposes of this legal opinion, we have examined copies of the following documents:

- (1) the executed Loan Agreement;
- (2) Such laws and regulations and such other documents, certificates, records and instruments as necessary and appropriate to render the opinions hereinafter set forth.

This legal opinion is given on the basis of the laws of the _____ effective as at the date hereof.

Based on the foregoing, we are of the opinion that:

1. The Borrower is an institution duly established and validly existing under the laws of _____, and has power, authority and legal right to assume civil liabilities with its assets.

2. The Borrower has full power, authority and legal right to enter into and perform its obligations under the Loan Agreement and has taken all necessary action to authorize the signing, delivery and performance of the Loan Agreement and _____ of the Borrower has been duly authorized and has the power to sign the Loan Agreement on behalf of the Borrower.
3. The Loan Agreement has been duly signed by the Borrower, and constitutes legal, valid and binding obligations of the Borrower enforceable in accordance with its terms.
4. The signing, delivery and performance of the Loan Agreement by the Borrower do not violate or conflict with or result in a breach of any law or regulation of _____.
5. All authorizations and consents of any authority in _____ required in connection with the signing, delivery and performance of the Loan Agreement by the Borrower have been obtained and are in full force and effect, including making payments in foreign currencies under the Loan Agreement and making the Loan Agreement admissible in evidence in the courts of _____.
6. No registration fee or similar tax is payable in _____ in respect of the Loan Agreement by the Borrower and the Lender except that stamp duty is payable in respect of the Loan Agreement by each of the Borrower and the Lender at the currently applicable rate of _____%, and we are satisfied that all stamp duty payable under the Loan Agreement has been paid in full. No withholding would be made in respect of any payment to be made by the Borrower to the Lender under the Loan Agreement.
7. The signing and performance of the Loan Agreement by the Borrower constitute commercial acts, and the declaration that the Borrower shall not have any right of immunity in connection with any proceedings or any enforcement of an arbitral award or court decision on the grounds of sovereignty or otherwise is valid and irrevocably binding on the Borrower.
8. The payment obligations of the Borrower under the Loan Agreement rank at least

pari passu with all its other unsecured and unsubordinated indebtedness except those which are mandatorily preferred by operation of _____ law.

9. The choice of Chinese law as the governing law under the Loan Agreement is a valid choice of law. The submission of any dispute arising out of or in connection with the Loan Agreement by the Borrower to the China International Economic and Trade Arbitration Commission for arbitration under the Loan Agreement does not contravene any law of _____. The appointment by the Borrower of a process agent in China does not violate any provision of any law or regulation of _____.

10. The Lender is not and will not be deemed to be resident, domicile or having an establishment in _____ by reason only of the execution, delivery, performance and/or enforcement of the Loan Agreement.

This legal opinion is strictly limited to the matters stated herein and may be relied upon only by you in respect of the captioned matter. It may not be relied upon for any other purposes and may not be disclosed to any other persons without our consent.

Yours faithfully,

Appendix 7
Irrevocable Power of Attorney
(Appointment of the Borrower's Process Agent)

Date: _____

Dear Sirs:

We refer to the Government Concessional Loan Agreement on the _____
Project dated _____ (No. _____, hereinafter referred to as "the Agreement").
We hereby appoint you under the Agreement as our agent for the sole purpose of
receiving for us and on our behalf service of any legal documents issued by ☐ the courts
of China ☐ the China International Economic and Trade Arbitration Commission in
respect of any legal action or proceedings arising out of or in connection with the
Agreement. We hereby confirm that we shall as soon as possible provide you with a true
and correct copy of the Agreement and all relevant related documents. We further hereby
confirm that your obligations as our agent are limited to those set out in the paragraphs
below and that any other services will only be on our specific request and subject to your
agreement and to your customary legal fees. Your obligations are:

(1) Promptly to forward to us (to the extent lawful and possible) by registered post
prepaid express airmail addressed as hereafter shown, or by such expeditious means as
you may deem appropriate, the original or a copy of any notice of arbitration received by
you:

Project dated _____ (No. _____, hereinafter referred to as "the Agreement").

We hereby appoint you under the Agreement as our agent for the sole purpose of

receiving for us and on our behalf service of any legal documents issued by ☐ the courts
of China ☐ the China International Economic and Trade Arbitration Commission in
respect of any legal action or proceedings arising out of or in connection with the
Agreement. We hereby confirm that we shall as soon as possible provide you with a true
and correct copy of the Agreement and all relevant related documents. We further hereby
confirm that your obligations as our agent are limited to those set out in the paragraphs
below and that any other services will only be on our specific request and subject to your
agreement and to your customary legal fees. Your obligations are:

or to such other address as we may from time to time request in a notice to you
sent by registered post prepaid express airmail and marked "For the Attention of the
person in charge of Service of Process/ Re: Service of Process";

(2) Perform the duties as Process Agent in accordance with the Agreement.

We should be grateful if you would indicate your acceptance of your appointment by signing the form of acknowledgement contained in the duplicate of this letter and returning the same to us or to such other person as we may identify to you.

Yours faithfully,

Name:

Title:

We should be grateful if you would indicate your acceptance of your appointment by signing the form of acknowledgement contained in the duplicate of this letter and returning the same to us or to such other person as we may identify to you.

Yours faithfully,

Title:

Appendix 9
Form of Notice of Effectiveness of Loan Agreement

From: The Export-Import Bank of China
No. 30, Fuxingmennei Street, Xicheng District, Beijing 100031.
People's Republic of China

To: _____ (the Borrower)

Date: _____

Dear Sirs,

Pursuant to Article 9 of the Government Concessional Loan Agreement on the _____ Project (No. _____, hereinafter referred to as "the Agreement") dated _____ between _____ (the "Borrower") and the Export-Import Bank of China (the "Lender"), we hereby inform you that:

- (a) all the conditions as set out in Article 9.1 of the Agreement have been satisfied;
- (b) The Agreement shall become effective on and from the date hereof.

The Export-Import Bank of China

(Signature of Authorized Signatory)

Appendix 8
Letter of Confirmation

To: (name of the Borrower)

Date: _____

We hereby acknowledge receipt of the letter dated _____ from the _____ (the Borrower), the above is a true copy of which, and agree to our appointment under it to receive on behalf of _____ (the Borrower) service of legal documents issued out of the China International Economic and Trade Arbitration Commission in any legal action or proceedings arising out of or in connection with the Agreement referred to in that letter.

Yours faithfully,

Name:

Title:

Appendix 10

Form of Repayment Schedule

Concerning the Government Concessional Loan Agreement on the _____
Project dated _____ (No. _____)

Number of Installments	Date Due	Amount In Renminbi
1		
2		
3		
4		
5		
6		
7		
8		
Total		

Note: The amount appeared in this schedule just refer to repayment of the Principal of the Loan under the Government Concessional Loan Agreement on the _____ Project dated _____ (No. _____), while the interest accrued shall be paid according to the provisions of Article 4 of the aforesaid Agreement.